



# Alerte sanitaire, toutes et tous dans l'action !

## Communiqué de presse intersyndical

07 novembre 2020

La situation sanitaire se dégrade de jour en jour et pourtant l'Éducation nationale semble évoluer dans un monde parallèle. Pour la rentrée du 2 novembre le ministère a proposé un protocole soit-disant renforcé : en fait il est truffé de formules conditionnelles du type « si possible ». Ainsi le « nouveau » protocole devait permettre de mieux protéger les personnels, les élèves et leurs familles. Seulement l'opération « enfumage » n'a pas fait long feu et le ministre Jean-Michel Blanquer a, malgré tout, dû faire de nouvelles annonces en fin de semaine. Ces dernières restent cependant insuffisantes et ne concernent que les lycées qui reçoivent jour après jour des consignes ministérielles et rectorales changeantes. Ces mesures ne sont pas de nature à permettre aux personnels de travailler dans la sérénité.

Beaucoup d'établissements scolaires du département étaient déjà sous tension, pour diverses raisons, avant même la crise sanitaire qui n'a fait que les exacerber. Le décalage entre les paroles ministérielles et la réalité sanitaire du pays, ainsi que l'organisation des établissements scolaires n'a jamais été aussi grand. La grève du 5 novembre, majoritairement suivie par les personnels enseignants du collège Emilie Carles d'Ancerville, en témoigne.

Les effets du confinement, notamment en matière d'inégalités sociales, sont particulièrement lourds. L'ouverture des établissements scolaires en période de confinement permet de conserver un lien pédagogique et social fort nécessaire à tous les élèves. Mais cela ne peut se faire au détriment de la santé et la sécurité des personnels, des élèves et de leurs familles.

Pour véritablement protéger les élèves et les professeurs, mais également leurs proches, le protocole sanitaire doit être réellement renforcé dès maintenant pour tous les types d'établissements scolaires. Y renoncer serait prendre le risque de voir les établissements scolaires fermés totalement dans quelques semaines.

La situation actuelle nécessite la présence massive et urgente de personnels dans les écoles, collèges et lycées. Partout, il manque des enseignants pour permettre de dédoubler les classes et obtenir ainsi les allègements d'effectifs demandés par les équipes éducatives. Mais il manque aussi des surveillants et des agents territoriaux. A ce titre, prenons l'exemple du lycée Marguerite de Verdun dont les agents sont pour beaucoup à la limite du burn-out. Ils subissent des conditions de travail dégradées : personnels non remplacés, surcharge de travail due à la crise sanitaire ...

C'est pourquoi la FSU, la FNEC-FP-FO, la CGT Educ'action, le SNALC, SUD Education, le SNCL-FAEN demandons à l'État comme aux collectivités locales de procéder dès à présent au recrutement de ces personnels.

C'est pourquoi nous appelons l'ensemble des personnels travaillant dans les établissements scolaires publics, titulaires et contractuels, à faire grève le mardi 10 novembre.